

Nouvelles de la périphérie

Entretien avec Giovanni Allegretti, chercheur au Centre d'études sociales de l'université de Coimbra (Portugal) et spécialiste de la démocratie participative.

Comment se pose la question de la démocratie participative dans un pays dont l'État est en train de se retirer ?

Giovanni Allegretti : Il faut différencier entre concertation « par invitation » et participation « par irruption ». Ainsi l'irruption politique déclenchée par le mouvement des Indignés en Espagne s'est prolongée au Portugal par deux mois d'activisme très fort parmi les jeunes Portugais, une génération qui se désigne elle-même comme « geração à rasca » (terme qui renvoie à une génération « à la dérive », qui a perdu sa place dans l'organisation traditionnelle de la société et de l'État). Or, cette mobilisation n'a pas su s'inscrire dans la durée. Ce ne sont que les dernières mesures prises par le gouvernement portugais qui ont réussi à réunir un million de personnes dans les rues du Portugal : une foule comme on ne l'avait pas vue depuis la révolution des œillets de 1974 ! Il existe donc une énergie, or elle est souterraine et intermittente : elle n'émerge que dans les moments de vrai désespoir et a du mal à se trouver une forme pérenne. Mon impression générale est que l'attitude de la population portugaise reste peu réactive et très fataliste. À cela correspond une érosion de l'intérêt pour la politique parmi la population. Aux dernières élections présidentielles, le Portugal a connu un taux d'abstention de 53 %, un des plus élevés en Europe... Quant à la concertation « par invitation », elle se heurte à une vue centraliste qui marque le pays depuis sa fondation. Un adage portugais de l'écrivain Eça de Queiroz dit que « Lisbonne est le Portugal, tout le reste

n'est que paysage. » Ce centralisme d'État se reproduit jusqu'au niveau local, sous forme d'autoritarisme des maires, dont de nombreux sont en place depuis 30 ans...

Et qu'en est-il de la solidarité improvisée au niveau micro-local ?

G. A. : Selon le sociologue Boaventura De Sousa Santos, le Portugal ne serait pas un État-providence, mais une Société-pro-

Les coupes sociales ont été en partie absorbées grâce à la réserve familiale qui s'est substituée à l'État et à ses défaillances

vidence basée sur la famille. Il faut noter que cette solidarité est aussi internationale. Elle passe par les anciennes colonies (comme l'Angola ou le Brésil) qui, entretemps, sont devenues un important facteur de survie pour le Portugal. Quand on descend à l'échelle des 4 259 arrondissements (calqués sur les anciennes paroisses) qui, en zone rurale, constituent une institution très importante et que l'État essaie de démanteler pour des raisons purement économiques, on y trouve des réseaux de solidarités très développés. Ces liens vont au-delà du paternalisme traditionnel des Églises catholique et pentecôtistes : si le Portugal a survécu ces deux dernières années, c'est surtout grâce aux familles. Les coupes faites au niveau des salaires et des prestations sociales ont été en partie absorbées grâce à cette *welfare society* qui

s'est substituée à l'État et à ses défaillances. Mais cette réserve familiale est aujourd'hui épuisée, les familles sont endettées. Il faut donc reconstruire d'urgence une réserve sociale qui aille au-delà des églises et des familles. Dans ce contexte, le rôle des institutions locales est critique. Peu avant la rentrée scolaire, le gouvernement a fait passer une loi (appelée « la loi des engagements ») qui interdit aux municipalités de contracter des dettes. Beaucoup de municipalités, surtout dans le Sud du Portugal traditionnellement plus marqué à gauche, ont décidé de pratiquer, avec le soutien de la population, la désobéissance civile. Ils ont ainsi continué à contracter des dettes pour financer les dépenses scolaires. Depuis, l'État a fait marche arrière et a prévu des exceptions pour les dépenses liées au bon fonctionnement de l'école. Cette stimulation réciproque entre le pouvoir local et la population s'est donc révélée efficace. Un autre exemple pour ces alternatives testées au niveau local est le programme d'agriculture urbaine qui a été lancé dans huit prisons portugaises. Ce programme a été conçu comme instrument de lutte contre la crise avec l'idée de construire un circuit alternatif pour assurer la souveraineté alimentaire : la moitié des produits est écoulée dans des banques alimentaires, l'autre moitié est vendue sur les marchés locaux.

Cela n'exprime-t-il pas une ambivalence entre repli sur un niveau très local d'un côté et sentiment d'impuissance par rapport à la possibilité de changer les politiques nationale et européenne de l'autre ?



Manifestation contre le Budget d'État devant l'Assemblée de la République à Lisbonne le 15 octobre 2012 (©João Sena Ribeiro)

G. A. : On observe en effet un « clash des échelles ». À une échelle nationale et internationale, les Portugais sont très pessimistes vis-à-vis de la politique : ils ne croient tout simplement pas que ça puisse changer. Et ils n'ont pas tort : même si il y avait une chute du gouvernement, le Président de la République le remplacerait probablement par un gouvernement d'union nationale qui se retrouverait dans la même situation que le gouvernement actuel. Il y a par contre une conscience d'injustice qui croît. Les Portugais regardent avec beaucoup d'attention ce qui se passe en Grèce et se disent : « Les Grecs ont de pires problèmes que nous, mais ils sont plus réactifs et rebelles, tandis que nous voulons faire le bon élève en appliquant à la lettre ce que nous dicte la troïka. Cela baisse notre capacité de négociation ». Je crois qu'au centre des mobilisations sociales des derniers mois, il y a cette prise de conscience. Mais on pourra le confirmer d'ici très peu ; le 14 novembre, Angela Merkel sera accueillie au Portugal par une grève générale, la troisième de cette année...

Les stratégies et revendications politiques sont donc en train de converger entre les pays méditerranéens ou de la « périphérie » européenne, comme on dit. Vous êtes italien et vous vivez depuis une demi-douzaine d'années au Portugal : constatez-vous des similitudes au niveau des initiatives locales entre ces deux pays ?

G. A. : Oui, surtout en ce qui concerne les questions de la souveraineté alimentaire, de l'agriculture urbaine et des budgets

participatifs. Même si en Italie, le berlusconisme a réussi à temporairement endormir tout esprit politique créatif. Silvio Berlusconi avait notamment éliminé la taxe foncière sur la résidence principale qui constituait autour de 30 % des ressources

« Il est plus facile de corrompre un maire et vingt politiciens qui prennent les décisions tout seuls, que toute une population qui s'exprime dans un processus participatif »
(Melissa Mark-Viverito)

autonomes des pouvoirs locaux et avait ainsi sapé toute base financière pour les projets participatifs qui pourtant avaient été très vitaux. Ce n'est que maintenant que nous voyons peu à peu revenir des processus de démocratie participative dans les communes italiennes. Au Portugal, il y a eu ses dernières quatre ans une croissance très forte des expériences de budgets participatifs : sur les 308 communes, 20 fonctionnent désormais au budget participatif. Les politologues Yves Sintomer et Loïc Blondiaux parlent dans ce contexte de « l'impératif délibératif » posé aux sociétés modernes. Au Portugal, cela est très visible : du moment que la population portugaise n'a plus confiance dans ses institutions, il y a nécessité de reconstruire des relations directes avec la population.

N'y a-t-il pas le risque que, dans un contexte marqué par les politiques d'austérité, le budget participatif soit réduit à un prétexte pour

légitimer les coupes sociales ? Il est p. ex. frappant que la question des recettes reste taboue lors des délibérations...

G. A. : Oui, mais c'est un risque que toute innovation apporte avec elle : celui d'être détournée à des fins différentes. Et quelle serait l'alternative ? Continuer avec une politique des « représentants » qui n'est plus « représentative » de quoi que ce soit ? Il faut certainement rester vigilant, faire le monitoring de tous les processus participatifs pour éviter qu'ils ne deviennent de simples instruments pour réduire les coûts. Mais je ne me fais pas d'illusions : les réductions vont continuer, avec ou sans la participation. Et choisir ensemble avec les citoyens les valeurs fondamentales à défendre et dans lesquelles investir, vaut certainement mieux que de laisser ces choix aux seuls politiciens. Melissa Mark-Viverito, la coordinatrice du budget participatif à Harlem (NYC), disait qu'« il est plus facile de corrompre un maire et vingt politiciens qui prennent les décisions tout seuls, que toute une population qui s'exprime dans un processus participatif ». Signaler une mauvaise utilisation de la participation est nécessaire, mais jeter le bébé avec l'eau fait le jeu des élitistes qui ont peur de l'engagement populaire et veulent laisser le pouvoir dans les mains de quelques-uns.

Merci d'avoir répondu à mes questions ! ♦

(Interview menée le 17 octobre 2012. BT)